

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 19 février 2026

La balance commerciale du Mexique affiche un excédent de 0,8 Md USD en 2025, après deux années de déficit (-12,3 Mds USD en 2023 et -18,5 Mds USD en 2024).

Cette amélioration résulte d'une progression des exportations (+7,6 % en g.a., à 664,8 Mds USD), supérieure à celle des importations (+4,4 %, à 664,1 Mds USD).

La dynamique est portée par les exportations non pétrolières (+9,3 %), en particulier manufacturières (+9,8 %), qui compensent le repli des exportations pétrolières (-26,4 %). Côté importations, la hausse des biens intermédiaires (+7,8 %) traduit le maintien d'une demande productive soutenue, tandis que les achats de biens de capital reculent (-8,7 %).

L'excédent global s'explique essentiellement par le fort redressement de la balance non pétrolière (26,3 Mds USD, contre 2,7 Mds USD en 2024), qui compense l'aggravation du déficit pétrolier (-25,6 Mds USD). Ce retournement confirme le rôle central du secteur manufacturier dans la performance extérieure du pays.

LE CHIFFRE A RETENIR

0,8 Md USD

Excédent commercial
2025 (INEGI)

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Mexique et le Canada ont engagé l'élaboration d'un plan d'action bilatéral visant à approfondir leur intégration économique à l'approche de la révision du T-MEC, tout en réaffirmant leur attachement au cadre trilatéral nord-américain. À l'occasion d'une mission commerciale canadienne de grande ampleur à Mexico, rassemblant environ 380 entreprises canadiennes, le ministre l'Économie, Marcelo Ebrard, a précisé que cette initiative vise à renforcer la relation bilatérale et à diversifier les débouchés extérieurs. Les autorités des deux pays ont convenu de structurer, d'ici le second semestre, une feuille de route commune centrée sur l'accélération des investissements, la réduction des incertitudes réglementaires et le renforcement des chaînes d'approvisionnement. Les secteurs identifiés comme prioritaires incluent les minerais critiques, les infrastructures portuaires, l'agriculture et les technologies agricoles, l'industrie manufacturière avancée - notamment automobile -, ainsi que les technologies propres. Un mémorandum d'entente entre organisations patronales canadiennes et mexicaines a par ailleurs été signé afin de consolider la coopération du secteur privé et d'approfondir l'intégration productive. Au-delà de la dimension commerciale, les discussions ont intégré un volet sécuritaire, portant notamment sur la protection des chaînes logistiques stratégiques et la lutte contre le trafic illicite d'armes. Dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis et d'incertitudes liées à l'évolution de la politique américaine sous Donald Trump, ce rapprochement bilatéral revêt une portée stratégique. Il pourrait contribuer à accroître le contenu régional et à préserver l'accès préférentiel au marché américain en cas de durcissement des règles d'origine lors de la révision du T-MEC.

En 2025, le commerce extérieur du Mexique demeure très fortement lié aux États-Unis, tant à l'export qu'à l'import, confirmant l'intégration structurelle des chaînes de valeur nord-américaines. Côté exportations, les États-Unis restent de loin le premier débouché, avec 552 Mds USD, soit 83 % du total des exportations mexicaines, en hausse de 7,7 % sur un an et de 63 % sur cinq ans. Les autres partenaires demeurent en retrait : le Canada (3,3 % des exportations), la Chine (1,5 %), l'Allemagne (1,2 %) et la Corée du Sud (1,0 %). Les exportations vers le Canada affichent toutefois une progression dynamique (+17,3 % g.a.), traduisant un approfondissement des échanges intrarégionaux. La France se situe au 20ème rang des clients du Mexique, avec une part marginale (0,2 %). Du côté des importations, les États-Unis conservent également la première place (37,6 % du total des importations mexicaines), malgré un recul annuel (-4,5 % g.a.), mais une hausse marquée sur cinq ans (+48,9 %). La Chine s'affirme comme deuxième fournisseur (20,1 % des importations), avec une progression modérée sur un an (+2,9 % g.a.)

mais soutenue sur le moyen terme. La montée en puissance de l'Asie est particulièrement visible pour Taïwan (+163,2 % sur un an) et le Vietnam (+49,9 %), illustrant une diversification accélérée des sources d'approvisionnement, notamment dans les segments technologiques et intermédiaires. La France figure au 15ème rang des fournisseurs (0,8 % des importations). Dans l'ensemble, la structure des échanges confirme une double dynamique : une dépendance persistante vis-à-vis des États-Unis à l'export, et une diversification progressive des importations depuis l'Asie, dans un contexte de recomposition des chaînes de valeur mondiales.

Le Mexique perd une place dans le classement mondial de l'indice de perception de la corruption de Transparency International, se classant 141ème sur les 182 pays évalués en 2025. Le pays a cependant enregistré une légère amélioration de sa note, qui est passée de 26/100 en 2024 à 27/100 en 2025. Au niveau international, le Mexique occupe la dernière place parmi les pays membres de l'OCDE, et l'avant dernière place, juste devant la Russie, parmi les pays membres du G20. Au niveau latino-américain, la Mexique a seulement été mieux évalué que le Guatemala (26/100), le Paraguay (24/200), le Honduras (22/200), le Nicaragua (14/200) et le Venezuela (10/200). De manière générale, le rapport indique que la corruption s'est aggravée dans le monde entier dans cette édition, avec en 2025, un score mondial moyen de 42/100, son niveau le plus bas depuis plus d'une décennie. Transparencia Mexicana souligne la transformation des schémas de corruption au Mexique et alerte sur le phénomène du « huachicol fiscal », qui implique des réseaux de contrebande et des manquements de l'administration douanière, permettant l'entrée illégale de carburants par les ports. Cette pratique aurait généré plus de 35 Mds USD en 2025. Pour lutter contre ces nouveaux réseaux de macro-criminalité, l'organisation rappelle qu'il est nécessaire de renforcer les capacités de l'État, la coopération internationale et les mécanismes de protection du Trésor public. Un autre élément important qui a été souligné est la persistance de l'extorsion, qui toucherait au moins 16 entreprises sur 100 et en particulier les micro et petites unités économiques. En outre, six personnes sur dix déclarent avoir été victimes de corruption ou d'extorsion policières. Transparencia Mexicana souligne par ailleurs l'inefficacité des sanctions en matière de corruption administrative et pénale et rapporte que seules sept affaires de corruption administrative sur 100 donnent lieu à une sanction.

Au Mexique, l'écosystème fintech franchit une nouvelle étape avec l'autorisation accordée à Plata par la Commission nationale bancaire et des valeurs mobilières (CNBV) pour opérer en tant qu'établissement bancaire digital. Cette décision met fin à un processus réglementaire engagé il y a trois ans par l'entreprise et marque son entrée formelle dans le secteur bancaire, qui compte désormais 52 établissements selon les données de la CNBV. Plata, fondée et dirigée par Neri Tollardo, revendique près de trois millions de clients actifs et opère sans réseau

d'agences physiques, l'ensemble des services étant proposé via une application mobile. Jusqu'à présent, l'offre se limitait principalement à une carte de crédit (« Plata Card »), mais l'obtention de la licence bancaire ouvre la voie à une diversification des produits et services. L'entrée de Plata intervient dans un contexte de montée en puissance des banques digitales déjà présentes sur le marché, telles que Openbank, Hey Banco, Revolut et Bineo - cette dernière étant en cours de cession à Klar par Grupo Financiero Banorte. Le renforcement du segment digital pourrait stimuler la concurrence et favoriser une plus grande inclusion financière, notamment auprès des populations sous-bancarisées et des PME. Plus largement, la digitalisation des services financiers progresse rapidement : en 2024, 69,1 % des utilisateurs de produits financiers ont recours à des applications ou plateformes en ligne, contre 54,3 % en 2021. Le pays recense plus de 800 fintechs nationales actives, auxquelles s'ajoutent environ 300 acteurs internationaux. Néanmoins, l'usage des espèces demeure prédominant pour les transactions de faible montant - plus de 85 % des paiements inférieurs ou égaux à 500 MXN étant effectués en liquide - ce qui souligne la persistance de défis en matière d'infrastructures, de connectivité et d'éducation financière.

Finances publiques

L'alourdissement de la fiscalité sur les cigarettes et les boissons sucrées (« *impuestos saludables* ») a fait grimper de 19 % g.a. en termes réels les recettes de l'Impôt Spécial sur la Production et les Services (IEPS) en janvier 2026. L'IEPS a été l'impôt dont la collecte a le plus augmenté en janvier grâce à l'entrée en vigueur au 1er janvier des « *impuestos saludables* », qui visent à décourager la consommation de tabac et de boissons sucrées, et grâce aux actualisations annuelles prévues pour d'autres produits, comme les carburants. Le principal moteur de la collecte fiscale a cependant été l'Impôt sur le revenu (ISR), qui représente plus de 50 % des impôts collectés et dont les recettes ont augmenté de 13 % g.a. en termes réels en janvier. Au total, les recettes fiscales qui ont progressé de 11 % g.a. en termes réels en janvier 2026, soutenant ainsi la dynamique des recettes totales du gouvernement fédéral (+ 9 % g.a. en termes réels).

L'entreprise nationale pétrolière Pemex a émis de la dette en pesos pour la première fois depuis six ans, pour une opération d'un montant de 31,5 Mds USD (1,8 Md USD). L'émission a été effectuée en coordination avec le ministère des Finances (Hacienda) et a été structurée selon la modalité suivantes : 9,005 Mds MXN à 5,2 ans à taux variable ; 16,999 Mds MXN à 8,5 ans à taux fixe nominal ; et 5,496 Mds MXN à 10,5 ans à taux fixe réel. Hacienda a précisé que « ces ressources seront destinées au remboursement de passifs financiers arrivant à échéance en 2026, sans augmenter l'encours de la dette de Petróleos Mexicanos (Pemex) ». Cette opération représenterait près de 10 % du montant total que Pemex doit refinancer

en 2026, soit 18,7 Mds USD. L'émission a enregistré une demande de 63,285 Mds MXN, soit une souscription de 2,5 fois le montant cible de 25 Mds MXN et de 2 fois le montant total finalement placé de 31,5 Mds MXN. L'émission de Pemex a enregistré une forte souscription en raison de ses rendements attractifs pour les investisseurs : les titres émis offriraient un rendement d'environ 7,65 %, tandis que les bons du Trésor de type Cetes rapporteraient 7,0 %. Le rendement est supérieur et le risque reste perçu comme faible compte tenu du soutien du gouvernement à l'entreprise publique. La nouvelle dette émise aurait été souscrite par des fonds d'investissement locaux, des compagnies d'assurance, des fonds de pension (Afores) et, possiblement, certains investisseurs étrangers. Le directeur général de Pemex, Víctor Rodríguez, a déclaré il y a quelques jours que le plan stratégique 2025-2035 et la stratégie intégrale de capitalisation et de financement avaient permis de réduire la dette de la compagnie pétrolière de 20 Mds USD par rapport à 2018, pour l'établir à environ 84,5 Mds USD fin 2025. Il a précisé qu'« à l'heure actuelle, la dette financière est à son niveau le plus bas depuis 11 ans ». Les analystes notent cependant que cette ingénierie financière ne se traduit pas par davantage d'investissements en infrastructures qui permettraient d'accroître la capacité productive de l'entreprise et de rembourser ses dettes à moyen terme.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	19/02/2026
Bourse (IPC)	-1,00%	31,38%	70 885,22 points
Change MXN/USD	0,17%	-15,52%	17,26
Change MXN/EUR	-0,64%	-4,65%	20,32
Prix du baril mexicain	-2,80%	-12,35%	58,99

Amérique centrale

Belize

L'inflation est restée contenue au Belize en 2025, à 1,1 % sur l'année, sous l'effet de hausses ciblées des coûts du logement et de la santé. Selon l'Institut de statistique du Belize, les prix à la consommation ont progressé de 0,3 % g.a., tirés par les loyers, le gaz domestique et les services de santé, tandis que la baisse des prix des carburants et un léger recul des prix alimentaires ont partiellement compensé ces pressions.

Costa Rica

L'Agence pour la Promotion du Commerce Extérieur (Procomer) a annoncé l'implantation de deux nouvelles « ambassades commerciales » dans la Silicon Valley et à Singapour. Elles auront vocation à mettre en avant le Costa Rica comme destination de choix pour les entreprises du secteur des hautes technologies, en particulier des semi-conducteurs. La première a été inaugurée ce mois-ci en Californie et la seconde ouvrira en avril 2026 à Singapour. Cette dernière est destinée à couvrir l'ensemble du marché asiatique et à renforcer la diversification géographique des investissements au Costa Rica. Ces ouvertures auront lieu alors que la fermeture progressive de l'usine d'assemblage et de tests d'Intel au Costa Rica a été programmée d'ici la fin du premier trimestre de 2026.

La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) prévoit que la croissance des zones franches sera moindre en 2026 qu'en 2025. Selon ses projections, cette croissance atteindrait 12,7 % en 2025, et devrait reculer à 6,1 % en 2026, puis se stabiliserait à 7 % en 2027. En cause, la chute de la demande extérieure et une offre exportable moins importante dans le secteur manufacturier. Ce ralentissement tient aussi à un effet de base lié aux fortes croissances passées, le Costa Rica ne disposant pas des capacités productives suffisantes pour maintenir durablement un tel rythme. La BCCR souligne toutefois que, rapportée à la croissance attendue de l'économie nationale (prévue à 3,8 % en 2026), la dynamique du régime des zones franches demeure élevée.

Au S2 2025, la population active s'élevait à 2,3 millions de personnes, en baisse de 2,7 % sur un an. Le nombre de personnes de plus de 15 ans, en dehors du marché du travail, atteindrait près de 2 millions en 2025, en hausse de 6,3 % sur un an. Avant 2016, ce nombre était estimé à 1,4 million, puis s'est stabilisé autour de 1,6 million entre 2016 et 2023, avant de repartir à la hausse en 2025, selon l'Institut

national de statistique et de recensement (INEC). Les femmes représentaient environ 62 % des personnes hors du marché du travail en 2025. Pour certains analystes, ces chiffres traduisent une recomposition démographique de moyen et long terme, en lien avec le vieillissement de la population. Cette dynamique s'expliquerait en outre par les effets du choc induit par la crise Covid : réduction de la main d'œuvre disponible, augmentation du nombre de personnes ne cherchant pas de travail (avec une proportion importante de femmes) et destruction d'emplois, notamment dans le secteur informel. Les économistes estiment que cette tendance fait peser un risque important à la fois sur la croissance et sur la viabilité des régimes de retraite et de sécurité sociale du pays.

El Salvador

La Banque interaméricaine de développement (BID) a annoncé un prêt de 1,3 Md USD au Salvador pour 2026, destiné notamment à soutenir le logement et le tourisme. Selon le président Nayib Bukele, les fonds financeront également des projets dans la santé et l'éducation. Ce nouvel appui s'inscrit dans le cadre du programme « El Salvador CRECE » et intervient après l'approbation d'un financement budgétaire de 500 M USD plus tôt cette année. Ce soutien multilatéral renforce la stratégie du gouvernement visant à maintenir la stabilité macroéconomique et à stimuler l'investissement dans des secteurs clés, dans un contexte de mise en œuvre des engagements pris avec le FMI.

Le gouvernement salvadorien n'a pas encore présenté la réforme des retraites attendue par le FMI, bien que l'échéance du 10 février 2026 soit dépassée. Cette réforme constitue un engagement central de l'accord de 1,4 Md USD conclu avec le Fonds au titre du mécanisme élargi de crédit et vise à rétablir la soutenabilité financière du système. Selon le FMI, le fonds de garantie solidaire utilisé pour compléter les pensions pourrait être épuisé dès 2027 (contre 2029 selon les autorités), accentuant les risques budgétaires. L'absence de proposition à ce stade entretient l'incertitude sur la trajectoire fiscale du pays, alors que la dette publique envers les fonds de pension dépasse 11,2 Mds USD.

Guatemala

L'inflation a nettement ralenti en janvier (0,96 % g.a.) mais la Banque centrale maintient sa projection de 3,5 % pour fin 2026. L'inflation mensuelle s'est établie en territoire négatif (-0,18 %), un niveau inédit depuis 2009, sous l'effet de la baisse des prix alimentaires. Les autorités monétaires anticipent toutefois une normalisation progressive au cours de l'année, en raison de facteurs saisonniers et

d'un rebond attendu de certains services, maintenant ainsi inchangée leur trajectoire d'inflation.

La licitation électrique PEG-5 au Guatemala a reçu près de 4 700 MW d'offres pour une demande de 1 400 MW, établissant un record historique de participation. Au total, 51 entreprises ont soumis des propositions dans le cadre de cet appel d'offres destiné à sécuriser l'approvisionnement électrique pour 15 ans à partir de 2030. Plus de 2 000 MW proposés proviennent du solaire et environ 700 MW du gaz, traduisant une forte diversification technologique. Le processus, qui pourrait générer plus de 3,7 Mds USD d'investissements, confirme l'attractivité du marché guatémaltèque et devrait renforcer la concurrence ainsi que la stabilité des prix pour les utilisateurs régulés.

Le Guatemala aborde l'année 2026 à un cran de la catégorie « *investment grade* », avec une notation BB+ chez S&P et Fitch et Ba1 chez Moody's, toutes assorties d'une perspective stable. Cette notation reflète la solidité des fondamentaux macroéconomiques du pays, notamment en matière de stabilité des prix et de gestion de la dette. Les agences soulignent toutefois que l'accès à la catégorie « *investment grade* » dépendra désormais de progrès en matière de gouvernance, transparence institutionnelle et renforcement des recettes fiscales, dans un contexte d'attention accrue portée à la qualité des institutions et à la lutte contre la corruption.

Honduras

Le président hondurien Nasry Asfura a reconnu que l'État fait face à une dette de 17 Mds HNL (environ 690 M USD), dans un contexte de fortes pressions budgétaires. À cette dette s'ajoutent plus de 3,3 Mds HNL de demandes judiciaires et d'embargos contre l'État, liés notamment à des contentieux administratifs. Le gouvernement affirme travailler à l'assainissement des finances publiques tout en préservant les dépenses sociales et les investissements prioritaires. Cette situation met en lumière les contraintes pesant sur la trajectoire budgétaire et la gestion des engagements publics au Honduras.

Les envois de fonds (remesas) vers le Honduras ont atteint 872,9 M USD en janvier (+12,6 % en g.a.), confirmant leur rôle central dans l'économie. Ce niveau marque un début d'année solide après un record de 12,2 Mds USD en 2025, bien que la Banque centrale anticipe un repli à 10,7 Mds USD sur l'ensemble de 2026. Les remesas représentent plus de 25 % du PIB et constituent la principale source de devises du pays, avec 98 % des flux provenant des États-Unis. Cette dynamique soutient les réserves internationales et la stabilité du taux de change.

Nicaragua

Les réserves internationales brutes du Nicaragua ont atteint 8,59 Mds USD en janvier 2026, en hausse de 39,8 % sur un an. Le stock a progressé de 2,45 Mds USD par rapport à janvier 2025 et dépasse également son niveau de fin 2025. Cette augmentation s'explique notamment par des achats nets de devises, des entrées de ressources externes dans le secteur public et une hausse des dépôts obligatoires. Selon la Banque centrale, ce niveau correspond à une couverture de la base monétaire de 3,9 fois, renforçant la stabilité externe du pays. Les autorités anticipent par ailleurs une croissance comprise entre 3,5 % et 4,5 % en 2026, avec une inflation maîtrisée entre 2,5 % et 3,5 %.

Panama

Le PIB du Panama aurait enregistré une croissance de 3,9 % g.a. au T3 2025. Cette croissance a été portée par le secteur de l'hôtellerie-restauration (+9,9 % g.a.), le transport et la logistique (+8,5 %) - notamment grâce à l'activité soutenue du Canal de Panama. Les activités financières et assurances (+4,6 %), le commerce (+4,1 %) et la construction (+2,5 %) ont également contribué de façon significative à la croissance. Le secteur agricole a reculé (-4,9 %), en raison de difficultés d'exportation et de production de certains produits, ainsi que le secteur manufacturier (-1,3 %).

La banque Morgan Stanley considère que la trajectoire de la dette publique panaméenne continue de se détériorer, malgré l'atteinte des objectifs budgétaires en 2025. En 2025, la dette aurait augmenté de 6,2 % g.a., pour un encours total avoisinant 59 Mds USD. Morgan Stanley souligne que le Panama continue de financer ses déséquilibres avec un endettement important, affaiblissant les effets vertueux de l'application stricte de la règle budgétaire. La banque pointe les transferts croissants vers la Caisse de sécurité sociale, les retards et accumulations des paiements de subventions et les besoins de financements élevés pour 2026 qui devraient dépasser les 11 Md USD.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) alerte sur la crise structurelle du marché du travail au Panama. Plusieurs facteurs caractériseraient le marché du travail panaméen selon l'OIT : la prépondérance du secteur informel, la précarité des jeunes, la faiblesse du dialogue social et la diminution des prérogatives des organisations syndicales. Sur ce dernier point, il est souligné que la résolution ministérielle n° DM-063 (2025), qui a permis le transfert de la gestion des cotisations syndicales aux instances gouvernementales, aurait fortement réduit la liberté des syndicats. En outre, malgré le Plan stratégique du gouvernement (30 Mds USD d'investissements), le marché du travail panaméen se caractérise par un taux d'informalité élevé (58,7 % en 2024) et une forte précarité contractuelle puisque

seulement 22 % des contrats enregistrés ont une durée indéterminée. Le plafond de verre se maintiendrait également en matière de genre selon l'OIT, puisque le taux d'activité des femmes s'élève à seulement 51,8 % contre 74,4 % pour les hommes.

Caraïbes

Barbade

Le Barbados Labour Party (BLP) de la Première ministre Mia Mottley a remporté les élections législatives anticipées du 11 février 2026, obtenant la totalité des sièges du Parlement (30 sièges sur 30). C'est la troisième fois consécutive que Mia Mottley sera à la tête du gouvernement, après les scrutins de 2018 et de 2022. Sur le plan économique, le troisième Plan de Relance de Transformation (BERT 2026) du BLP devrait se concentrer sur une transformation structurelle de l'économie barbadienne. Les principaux défis pour l'économie barbadienne sont la productivité du travail, les déficits d'investissements ainsi que les pressions exercées par les risques climatiques et les chocs exogènes. Le programme de Mia Mottley repose ainsi sur 5 piliers : la productivité et la compétitivité, la dette et la soutenabilité budgétaire, les marchés financiers, la résilience climatique et le développement du capital humain et de la diversité. L'agence de notation Fitch Ratings estime que les réformes menées depuis 2018 ont significativement renforcé la soutenabilité des finances publiques. En 2025, la dette a ainsi atteint 94,6 % du PIB, contre 178,9 % en 2018. Les réserves internationales se sont élevées à 1,5 Md USD en 2025 alors qu'elles n'étaient que de 200 M USD en 2018, ce qui renforce la résilience du pays face à de possibles chocs externes.

Cuba

Le Guatemala et plusieurs pays de la région mettent progressivement fin aux accords encadrant les missions médicales cubaines. Le gouvernement du Guatemala a confirmé qu'il ne renouvellera pas l'accord autorisant le recrutement de médecins cubains. Le Ministerio de Salud Pública y Asistencia Social (MSPAS) a précisé que le départ des collaborateurs s'effectuera progressivement, au fur et à mesure de l'échéance de chaque contrat. La brigade médicale cubaine est présente au Guatemala depuis 1998, à la suite de l'ouragan Hurricane Mitch, avec l'arrivée d'un premier contingent de 19 médecins spécialistes dans le cadre d'une mission humanitaire. En novembre 2002, un accord officiel de coopération sanitaire a été signé entre le Guatemala et Cuba, permettant le maintien de ces professionnels dans le pays. Le dernier accord, conclu en 2024, reste valable

jusqu'en 2027, mais aucune nouvelle mission ne sera engagée. Selon le ministère de la Santé, la brigade médicale cubaine compte actuellement 412 membres, dont 333 médecins, répartis dans différents établissements du système public guatémaltèque. D'autres pays de la région ont pris des décisions similaires. Le Guyana et Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont annoncé qu'ils cesseraient également de recruter du personnel de santé cubain via des accords interétatiques. Le ministre de la Santé du Guyana a indiqué que l'accord signé avec Cuba en 2023 n'était plus nécessaire, des médecins cubains arrivant désormais de manière indépendante et pouvant être recrutés directement. De son côté, le gouvernement de Saint-Vincent-et-les-Grenadines a présenté un plan de transition sur trois ans afin de remplacer progressivement les médecins cubains et de renforcer le recrutement de personnel national. En juin dernier, les Bahamas ont également mis fin aux contrats médicaux conclus avec La Havane, en annonçant la signature de contrats directs avec les spécialistes. Le traitement réservé par le gouvernement cubain à ces professionnels de santé fait l'objet de critiques de la part de plusieurs organisations de défense des droits humains, dont Human Rights Watch. Ces missions constituerait la principale source de devises de l'État cubain, avec des revenus annuels estimés à près de 5 Mds USD. Toutefois, les médecins ne percevraient qu'une partie des montants versés par les pays partenaires à l'État cubain, leur rémunération demeurant inférieure à celle qu'ils obtiendraient dans le cadre d'un contrat direct.

Jamaïque

Le gouvernement jamaïquain prévoit de collecter 188 M USD (29,4 Md JMD) via de nouvelles taxes durant l'année fiscale 2026-2027, pour faire face aux impacts de l'ouragan Melissa. C'est la première fois en dix ans que les autorités mettent en place de nouvelles taxes. Ces dernières toucheraient majoritairement les boissons sucrées et non-alcoolisées, qui devraient rapporter environ 65 M USD (10,1 Md JMD). La taxe relative à la protection de l'environnement ou la taxe générale sur les activités touristiques devraient augmenter respectivement de 0,3 pp. et 5 pp. Une taxe générale sur la consommation s'appliquera également aux services numériques fournis depuis l'étranger. Pour rappel, l'ouragan Melissa aurait causé plus de 8 Md USD de dégâts en Jamaïque en octobre dernier.

République Dominicaine

Le gouvernement dominicain a émis 2,75 Mds USD d'obligations souveraines sur les marchés internationaux. L'opération a été structurée en deux tranches, une première de 1,2 Md USD à 8 ans au taux de 5,75 % et une seconde, de 1,5 Md USD à 12,25 ans au taux de 6,15 %. La demande des investisseurs, qui a atteint 7,2 Mds USD, démontre un fort intérêt malgré un environnement financier international

marqué par des taux d'intérêt élevés. Les ressources mobilisées devraient contribuer au financement du déficit public prévu par la Loi de finances 2026 et à l'optimisation du profil de la dette. Cette opération s'inscrit dans une stratégie de diversification des sources de financement, dans un contexte où la hausse des taux mondiaux a alourdi le coût de l'endettement par rapport à la période prépandémique. La participation massive des investisseurs confirme la confiance dans la stabilité institutionnelle et économique du pays, renforcée par une croissance positive (+2,1 % en 2025 selon la Banque centrale). À moyen terme, la soutenabilité budgétaire dépendra cependant de la capacité des autorités à maîtriser le déficit et à accroître les recettes publiques.

Trinité-et-Tobago

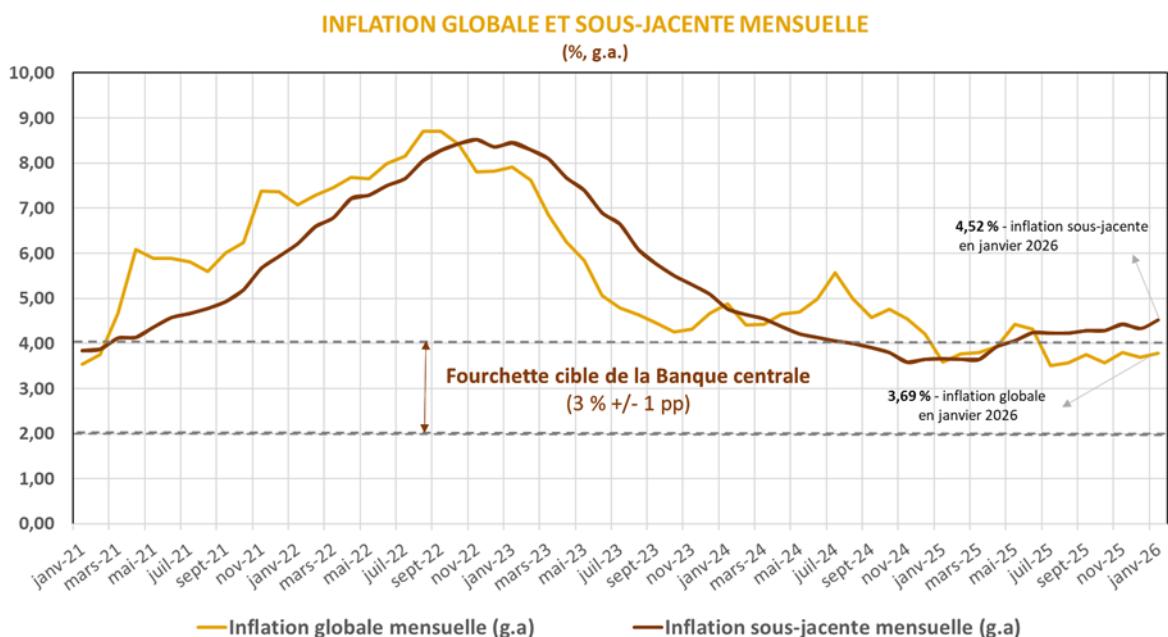
Bien que l'économie trinidadienne retrouve progressivement son niveau pré-pandémie, le déficit budgétaire et la dette publique restent élevés, selon les conclusions des services du FMI. En 2025, le déficit public est estimé à 5,5 % du PIB, tandis que la dette publique aurait atteint 84,2 % du PIB, soit 2,4 pp. de plus qu'en 2024. Concernant la croissance, le FMI prévoit qu'elle reste faible à court terme. Elle était de 0,8 % en 2025 et devrait ralentir à 0,7 % en 2026, en raison du recul attendu du secteur énergétique. À moyen terme, la mise en production de nouveaux projets énergétiques, en particulier le champ gazier offshore Manatee, devrait soutenir une reprise de la croissance.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

- Annexe Graphique Mexique -

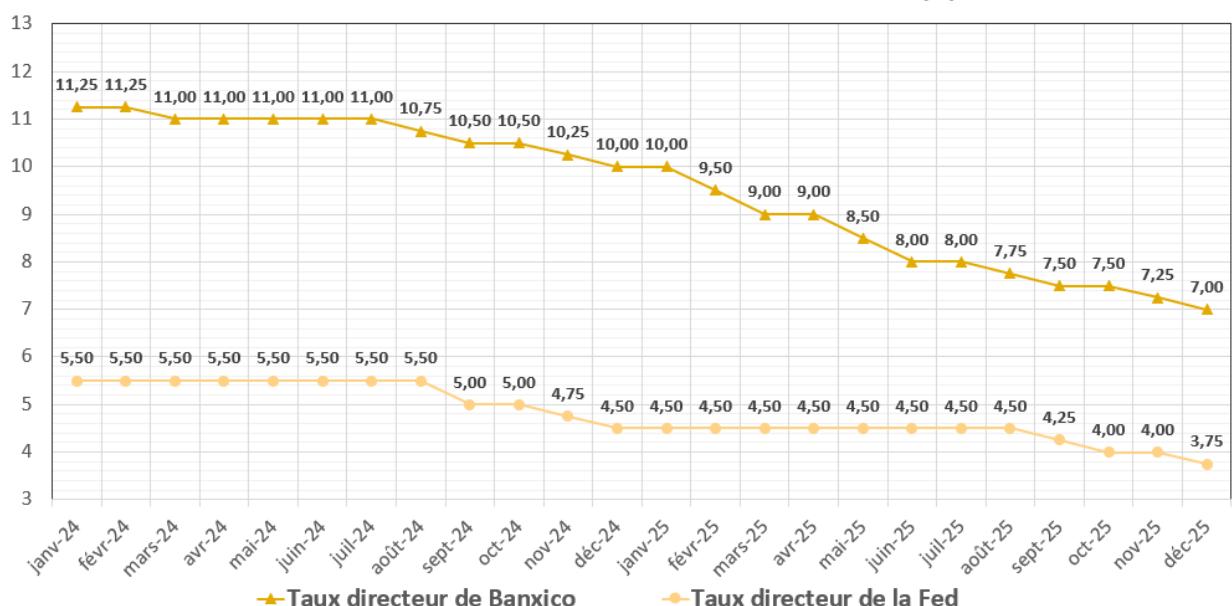


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Défisitaire (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

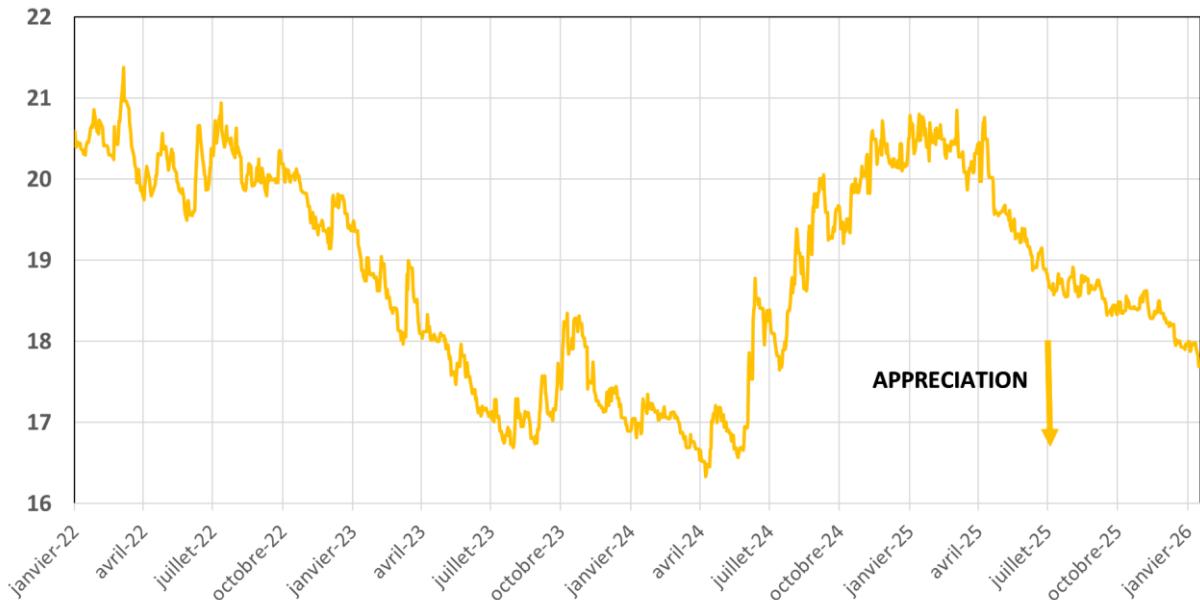
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

DIFFÉRENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

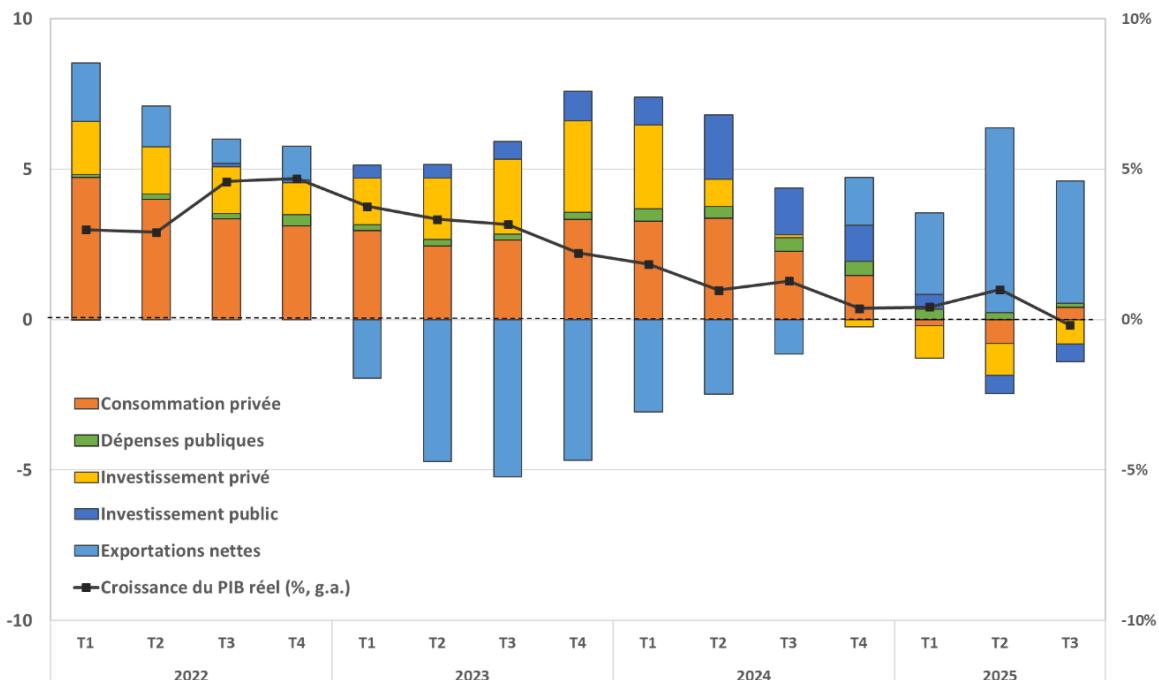
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

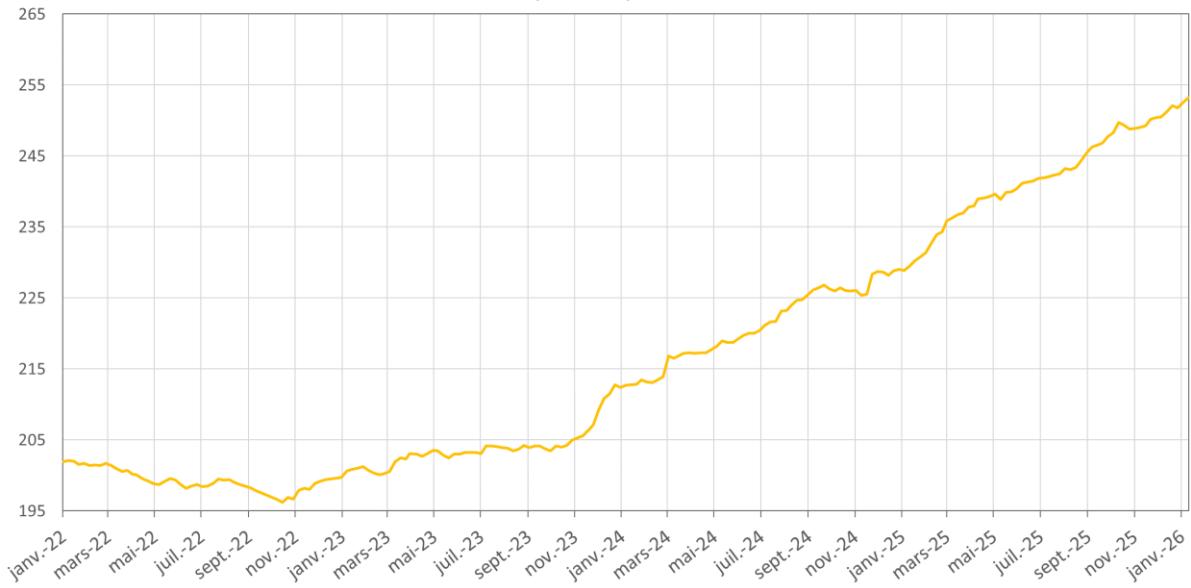
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr